

Revendications dues aux conséquences sociales de l'industrialisation de l'agriculture

A l'occasion de la journée de réflexion du 7 février 2013 à Berne, ouvrières et ouvriers agricoles, paysannes et paysans, représentant-e-s d'organisations paysannes et syndicales et de défense des droits des migrant-e-s de plusieurs pays européens se sont penchés sur les conséquences sociales de l'industrialisation de l'agriculture.

En prenant en compte les témoignages d'ouvrières et ouvriers agricoles du Sud de l'Espagne et ceux de paysannes et paysans suisses ainsi que de personnes travaillant dans la transformation des produits agricoles, les participant-e-s ont analysé les différents secteurs de l'agriculture et ont formulé des revendications pour protéger les personnes concernées et améliorer leurs conditions.

Les femmes sont particulièrement touchées par l'industrialisation de l'agriculture. C'est pourquoi nous exigeons:

- L'égalité des droits et la cogestion des femmes dans l'agriculture et leur extension dans tous les domaines.

Ceci signifie concrètement:

- Les ouvrières agricoles doivent avoir les mêmes conditions d'embauche que leurs collègues masculins.
- Les paysannes doivent obtenir les compétences de décision, la même part équitable du revenu et l'égalité des droits juridiques en ce qui concerne la propriété foncière.

Les conditions de travail des ouvrières et ouvriers agricoles et des personnes travaillant dans les industries de transformation des produits agricoles sont insoutenables. C'est pourquoi nous exigeons:

- Les conditions de travail des employé-e-s agricoles doivent être améliorées par la ratification et l'application des conventions internationales* les concernant.
- **En Suisse**, l'agriculture doit être soumise à la Loi sur le Travail ; de plus un contrat type national contraignant pour les employé-e-s agricoles correspondant aux conditions de travail des autres secteurs économiques doit être édicté.

Les migrantes et migrants sont exploité-e-s dans l'agriculture industrielle. C'est pourquoi nous exigeons:

- Les conventions internationales pour la protection des migrant-e-s et de leurs familles doivent être signées, ratifiées et appliquées.
- Les personnes Sans-Papiers employées dans l'agriculture doivent être régularisées.

L'industrialisation de l'agriculture menace l'existence de nombreuses paysannes et paysans. C'est pourquoi nous exigeons:

- Une politique agricole à long terme doit être mise en place pour restaurer la confiance des paysannes/paysans et des consommateurs/trices.
- L'agriculture paysanne doit être soutenue par la mise en place et l'application de critères de commerce et prix équitables pour les produits issus de l'agriculture et la plus-value dans toute la chaîne de production doit être équitablement répartie.
- Des incitations attractives doivent être créées pour que plus de jeunes puissent se lancer dans l'agriculture.
- Des offres de soutien et de conseil dans le domaine socio-psychologique pour les entreprises agricoles doivent être créées.
- Des instances de contrôle doivent être mises en place dans le but d'empêcher le dumping des grands distributeurs.

Les grands distributeurs commercialisent des fruits et légumes qui ont été produits dans des conditions sociales inacceptables. C'est pourquoi nous exigeons:

- Des standards sociaux minimaux doivent être fixés dans la production de biens agricoles.
- En cas de violation évidente des standards sociaux les grands distributeurs doivent être responsabilisés.

* notamment la Convention no 184 du BIT (2001) concernant la sécurité et la santé dans l'agriculture